

QUELLE STRATÉGIE POLITIQUE, FINANCIÈRE ET ORGANISATIONNELLE POUR LA TRANSFORMATION DES MODES D'ÉLEVAGE ?

ILLUSTRATION AVEC L'ALLEMAGNE

par Christine **ROGUET**

Membre correspondant de l'Académie d'agriculture
pôle Économie, IFIP-institut du porc

L'amélioration du bien-être animal est devenue une attente sociétale majeure dans de nombreux pays. La transformation demandée des modes d'élevage est porteuse d'impacts potentiellement considérables sur les performances et les coûts à la production. Face à ces enjeux, mon exposé portera sur les stratégies politiques, financières et organisationnelles pour engager et soutenir la transformation des modes d'élevage. Il s'appuiera sur le cas de l'Allemagne pour deux raisons : 1) c'est le deuxième pays de l'UE en valeur de production agricole, derrière la France, et surtout le premier abatteur de porcs jusqu'à peu, et un gros pays exportateur, et 2) ce pays a connu au début des années 2010 un arrêt brutal de la croissance dynamique de sa production porcine en raison notamment d'une pression sociétale et politique très forte en faveur d'une amélioration des conditions de vie des animaux.

Préparer cet exposé s'est révélé un exercice compliqué pour deux raisons :

- La superposition de crises majeures ces trois dernières années, sanitaire avec les épizooties et la pandémie de Covid, géopolitique avec la guerre en Ukraine et économique.

Quels impacts auront ces crises sur les attentes sociétales et les choix politiques en faveur d'une amélioration du bien-être animal ? L'inflation qui affaiblit le pouvoir d'achat, en particulier alimentaire, et l'enjeu de la souveraineté alimentaire sont-ils de nature à changer nos priorités ?

- L'absence de solutions de financement en capacité de soutenir l'ampleur des changements attendus.

On le voit en Allemagne. Malgré la diversité des voies de financement explorées, la part de marché des modes de production très alternatifs reste une niche. Entre les coûts colossaux des transformations demandées et le poids de la compétitivité coûts sur ces marchés libéraux, aucune des voies identifiées n'apparaît satisfaisante.

Ainsi, à partir des enseignements du cas allemand, mon exposé visera plus à servir de support de discussion qu'à fournir des préconisations. Il comprendra trois parties :

1. Orientations politiques

Depuis 10 ans, les programmes gouvernementaux pour améliorer le bien-être animal se sont succédés à un rythme très soutenu outre-rhin, avec des objectifs très ambitieux qui seront exposés : Charte de l'agriculture et des consommateurs en 2012, Nouvelles voies pour plus de bien-être animal en 2014, Voies vers un élevage socialement acceptable en 2015, Stratégie pour un élevage durable en 2019 et Recommandations de la Commission Borchert en 2020.

2. Voies de financement

Les besoins d'investissement et les surcoûts qu'induirait la mise en œuvre de ces objectifs et préconisations sont colossaux d'après les diverses évaluations conduites par les économistes allemands. Pour les financer, trois voies sont explorées :

- les éleveurs, par l'amélioration potentielle des performances techniques (réduction de l'indice de consommation et de la mortalité par exemple) consécutive à l'amélioration des conditions de vie des animaux et à la modernisation des bâtiments d'élevage ;
- les consommateurs, par l'augmentation des prix à la consommation (prix de base et plus values) ou par la taxation des produits animaux ;
- les contribuables, par la réorientation des aides publiques, subventions et primes, en faveur de modes de production alternatifs.

3. Impact sur l'organisation des filières

La différenciation des modes de production et la segmentation du marché par les cahiers des charges bien-être animal participent au développement de la contractualisation dans les filières. En imposant des conditions de production très différentes et des surcoûts potentiellement élevés, les filières « bien-être » nécessitent en effet une sécurisation des débouchés et des plus-values pour les producteurs. De leur côté, les abatteurs ont eu besoin, en Allemagne, de sécuriser leurs approvisionnements en porcs « Initiative Tierwohl » (ITW), c'est-à-dire produits selon un mode d'élevage « standard amélioré » (en bâtiment, avec 10% de surface en plus), après les annonces de distributeurs d'arrêter la vente de porc standard. En 2021, environ 30 % des porcs étaient produits selon la démarche ITW en Allemagne.

Ainsi, un modèle hybride se dessine, avec une commercialisation libre pour les porcs standards et une commercialisation sous contrat pour les porcs sous cahiers des charges.

En conclusion, le mouvement de montée en gamme est enclenché dans un certain nombre de pays, que ce soit par les normes réglementaires ou les cahiers des charges privés. L'élevage de porc en bâtiment « amélioré » apparaît comme le standard de demain. Si diverses voies de financement sont explorées en Allemagne - augmenter les prix à la consommation par la segmentation du marché et l'information du consommateur, taxer les produits animaux ou encore subventionner les investissements - une politique de financement insuffisante conjuguée à un durcissement de la réglementation nationale ont fini par décourager les éleveurs qui abandonnent en nombre la production.